



**wohnbaugenossenschaften schweiz**

verband der gemeinnützigen wohnbauträger

**coopératives d'habitation Suisse**

fédération des maîtres d'ouvrage d'utilité publique

**cooperative d'abitazione svizzera**

federazione dei committenti di immobili d'utilità pubblica

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Zurich, le 12 décembre 2022

**La hausse des loyers entraîne une charge élevée pour les ménages**

### **Menace de pénurie de logements: les coopératives d'habitation demandent un engagement plus fort des pouvoirs publics**

**Face à la hausse des coûts du logement et à la menace de pénurie, coopératives d'habitation Suisse, la fédération des maîtres d'ouvrage d'utilité publique, demande que le logement figure à nouveau en tête de l'agenda politique. Il est essentiel d'augmenter la part de logements d'utilité publique. En effet, la construction de tels logements permet non seulement de lutter contre la hausse des loyers, mais aussi d'utiliser le sol avec parcimonie. L'association demande donc aux pouvoirs publics de prendre des mesures concrètes pour promouvoir davantage l'habitat d'utilité publique.**

Les coûts du logement ont sensiblement augmenté au cours des derniers mois. La hausse des coûts de l'énergie se répercute sur les charges et les loyers nets sont eux aussi de plus en plus chers. Selon les derniers chiffres de l'Office fédéral de la statistique, les loyers ont augmenté de près d'un tiers depuis l'an 2000. L'an prochain, le taux d'intérêt de référence pourrait quant à lui augmenter pour la première fois depuis 14 ans. Le logement grèvera encore plus le budget des ménages à l'avenir et le besoin de logements abordables continuera d'augmenter. «Il est donc urgent que le logement figure en tête de l'agenda politique», déclare Eva Herzog, présidente de coopératives d'habitation Suisse.

### **Construire plus n'aide que partiellement**

L'accélération de la croissance des ménages et le recul enregistré dans la production de logements neufs entraînent une pénurie croissante de logements, ce qui va encore accroître la pression sur les loyers. Une augmentation de la production de logements ne pourrait que partiellement alléger le problème. En effet, il ne faut pas seulement davantage de logements, mais surtout plus de logements à loyers modérés. Par ailleurs, la construction de milliers de nouveaux logements a des effets négatifs sur l'environnement, comme l'augmentation des émissions de CO<sub>2</sub> et une pression accrue sur le paysage. Un moyen pertinent et durable de contrer l'évolution inquiétante du marché du logement serait de promouvoir encore davantage l'habitat d'utilité publique. Celui-ci garantit à long terme des logements à prix avantageux ainsi qu'une moindre consommation de surfaces habitables, car les maîtres d'ouvrage d'utilité publique appliquent les loyers basés sur les coûts et des prescriptions en matière d'occupation des logements.

### **Des mesures concrètes sont exigées**

Coopératives d'habitation Suisse veut savoir du Conseil fédéral ce qu'il entend faire contre la menace de la pénurie de logements. L'association veut connaître les démarches qu'il compte entreprendre pour remédier à la pénurie de logements et quel rôle pourrait jouer à cet égard l'habitat d'utilité publique. Manuela Weichelt, conseillère nationale des Verts et membre du comité de coopératives d'habitation Suisse, a déposé une interpellation en ce sens lors de la session en cours.



**wohnbaugenossenschaften schweiz**

verband der gemeinnützigen wohnbauträger

**coopératives d'habitation Suisse**

fédération des maîtres d'ouvrage d'utilité publique

**cooperative d'abitazione svizzera**

federazione dei committenti di immobili d'utilità pubblica

D'autres parlementaires ont également interpellé le Conseil fédéral sur la situation du marché du logement. Michael Töngi, conseiller national des Verts du canton de Lucerne, a ainsi demandé que le dialogue sur la politique du logement soit relancé.

En 2013 déjà, le Conseil fédéral avait mis en place un dialogue sur la politique du logement entre la Confédération, les cantons et les villes au vu de la situation tendue sur le marché du logement. Les mesures proposées à l'issue de ce dialogue, comme l'introduction d'un droit de préemption en faveur des communes ou la cession - à des maîtres d'ouvrage d'utilité publique - de terrains de la Confédération et d'entreprises proches de celle-ci devenus inutiles, n'ont toutefois pas été mises en œuvre.

«Le Conseil fédéral doit maintenant examiner des mesures concrètes pour créer davantage de logements à loyers ou prix modérés», souligne Eva Herzog. «Pour obtenir un effet modérateur sur les prix, il faut une part plus importante de logements d'utilité publique. Il faut donc rediscuter de moyens tels qu'un droit de préemption ou la cession de terrains de sites de la Confédération, afin que les maîtres d'ouvrage d'utilité publique puissent acquérir des terrains appropriés».

*Coopératives d'habitation Suisse est l'organisation faitière de plus de 1200 coopératives d'habitation et autres maîtres d'ouvrage d'utilité publique totalisant plus de 150'000 logements. Fondée en 1919, la fédération est au service de ses membres qui construisent et gèrent des logements à prix modérés sur une base d'utilité publique. En collaboration avec eux, elle s'efforce d'assurer dans tout le pays un approvisionnement suffisant en logements à loyer modéré, de préférence en coopératives. [www.wbg-schweiz.ch](http://www.wbg-schweiz.ch), [info@wbg-schweiz.ch](mailto:info@wbg-schweiz.ch)*

**Contact pour la presse:**

Eva Herzog, présidente: 079 790 34 79, [eva.herzog@parl.ch](mailto:eva.herzog@parl.ch)

Urs Hauser, directeur: 044 360 26 64, [urs.hauser@wbg-schweiz.ch](mailto:urs.hauser@wbg-schweiz.ch)

Service de presse de coopératives d'habitation Suisse: 044 360 26 66, [rebecca.omoregie@wbg-schweiz.ch](mailto:rebecca.omoregie@wbg-schweiz.ch)